

Point d'actualité économique et financière du Cône Sud

Trésor
DIRECTION GÉNÉRALE



Semaine du 3 au 9 avril
2020

Région

Le Mercosur alloue un financement de 16 MUSD à la coopération contre le COVID-19

Argentine

COVID-19 : situation sanitaire et mesures des autorités

COVID-19 : crise économique secteur par secteur

Dette publique : nouveau rééchelonnement unilatéral des titres en devises sous loi locale ; dégradation de la notation souveraine argentine par les trois principales agences

Recettes fiscales en diminution en termes réels en mars

Hausse de la base monétaire : +19% depuis le début du confinement.

Prévisions du consensus de marché

Distribution des revenus au T4 2019 : diminution des disparités en g.t., mais augmentation en g.a..

Industrie manufacturière : +1,2% en g.a. en février, tirée par les secteurs alimentaire et pétrolier

Tourisme international déficitaire en février, malgré la hausse des entrants et la chute du nombre de touristes sortants

Chili

COVID-19 : situation épidémiologique

Nouvelles mesures du gouvernement pour soutenir l'économie informelle et les crédits bancaires aux entreprises

Hausse de l'inflation sur le 1^{er} trimestre 2020

Le secteur aérien, le tourisme et le commerce de détail subissent l'impact de la crise du COVID-19.

Paraguay

COVID-19 : situation sanitaire et économique

Prêt de la Banque mondiale face au COVID-19 : 20 MUSD

Inflation : 0,2% en g.m. en mars ; 2,5% en g.a.

Effondrement des importations : -60,9% en g.a. la première semaine d'avril.

Uruguay

COVID-19 : situation et mesures sanitaires

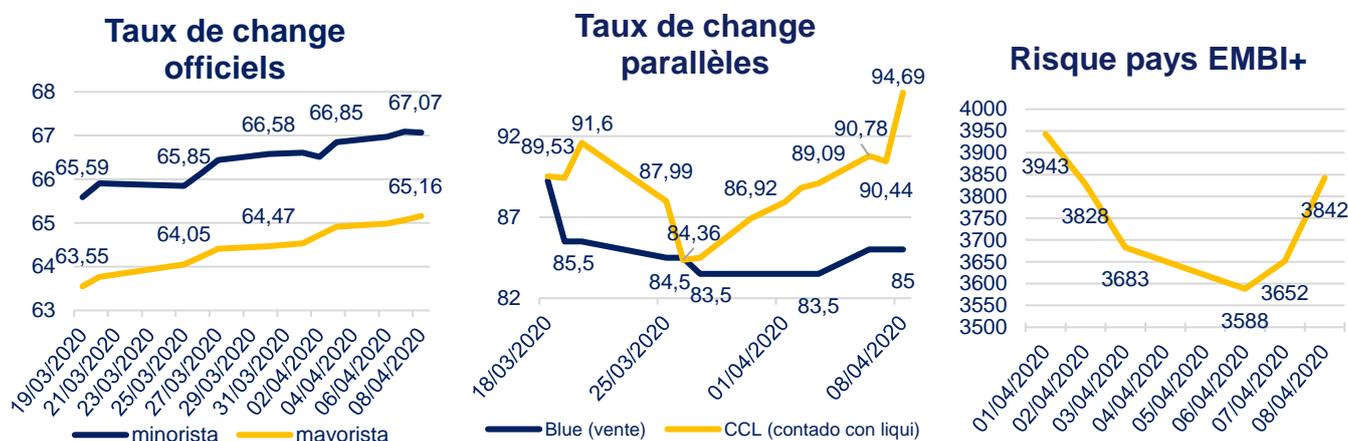
Accélération de l'inflation : 1,33% en g.m. en mars ; 9,16% en g.a.

Région

Le Mercosur alloue un financement de 16 MUSD à la coopération contre le COVID-19

Le fonds de convergence structurelle (FOCEM) du Mercosur a attribué 16 MUSD au projet « recherche, éducation et biotechnologie appliquées à la santé » destiné à la lutte contre le COVID-19. Ce financement servira en particulier, à hauteur de 5,8 MUSD, à augmenter les capacités de tests des pays membres.

Argentine



COVID-19 : situation sanitaire et mesures des autorités

Au 8 avril, 1795 cas ont été confirmés, dont 70 décès.

A propos du confinement total, décrété au niveau national jusqu'au 12 avril, le président de la République a indiqué qu'il serait prorogé, dans un premier temps jusqu'au 23 avril. Par-delà quelques aménagements (extension limitée de la liste des professions considérées comme essentielles à l'activité du pays), les modalités de contrôle seront durcies (renforcement des contrôles policiers dans les grandes agglomérations)

Le 3 avril, les guichets des banques ont rouvert pour permettre la perception en liquide des retraites et des prestations sociales, créant de longues files d'attentes, parfois dans des conditions de forte promiscuité. Les autorités ont finalement annoncé des modalités d'accès aux guichets plus ordonnées.

De nouveaux secteurs ont également été exemptés des restrictions à la circulation à partir du 3 avril : vente de matériaux pour la construction, production forestière et minière, production de bois, matelas, machines agricoles, exportations de produits déjà fabriqués et importations essentielles, production de combustibles nucléaires, entretien des logements, mutuelles et coopératives de crédit et démarches administratives liées aux papiers d'identité.

Le gouvernement a enfin étendu l'aide économique d'urgence aux PME qui voient leurs revenus chuter, et plus seulement à celles qui ont dû fermer leurs portes.

COVID-19 : crise économique secteur par secteur

- Fermeture de 20% au moins des supermarchés de quartier (dits « chinois »), notamment dans la capitale et la province de Buenos Aires, du fait de la chute de la consommation (-40%) et des difficultés d'approvisionnement
- Effondrement des exportations de viande bovine vers la Chine en mars (-85%), alors qu'il s'agit du premier débouché argentin à l'export (75% du total en 2019, année où l'Argentine était devenue le premier fournisseur mondial de la Chine).
- La baisse des prix du soja, passé de 360 à 305 USD la tonne depuis le début de la crise du COVID-19, fait perdre des entrées de devises au pays à hauteur de 3 Mds USD par an (estimation de la chambre argentine des producteurs d'oléagineux).
- Les recettes des entreprises distributrices de gaz ont chuté de 75%.
- Préoccupation pour le secteur automobile, du fait de la chute de 90% des immatriculations au Brésil, 70% de la production argentine étant exportée vers ce pays.

Dettes publiques : nouveau rééchelonnement unilatéral des titres en devises sous loi locale ; dégradation de la notation souveraine argentine par les trois principales agences

Le ministère des Finances a émis, dans la nuit du 5 au 6 avril 2020, un décret national d'urgence prévoyant le reprofilage de sa dette publique émise en dollar US sous loi argentine. Le service de la dette en dollars sous juridiction locale (capital et intérêts) est ainsi reporté jusqu'au 31 décembre 2020 ou une date antérieure que le ministère des Finances pourrait déterminer au regard de l'avancée du processus de restructuration de la dette. Le décret prévoit certaines exceptions et porte au total sur 8,3 Mds USD (estimation).

Par ailleurs, les trois principales agences de notation ont dégradé la notation souveraine de l'Argentine, désormais à un cran du défaut.

- Moody's a dégradé sa notation de Caa2 à Ca, avec perspective négative. L'agence explique que cette nouvelle notation reflète son appréciation que les créanciers privés pourraient essuyer des pertes comprises entre 35% et 65% dans le cadre de la restructuration de la dette sous loi étrangère.
- Fitch a déclaré l'Argentine en défaut restreint (RD) le 6 avril.
- Standard & Poor's a placé l'Argentine en défaut sélectif (SD) le 7 avril.

Recettes fiscales en diminution en termes réels en mars

D'après l'AFIP, les recettes fiscales ont représenté 489,8 Mds ARS le mois dernier, soit une hausse de 36,2% en termes nominaux en g.a., contre une inflation annuelle attendue de l'ordre de 50% (50,3% en février).

Particulièrement touchée par la baisse de la consommation liée au coronavirus, la TVA n'a enregistré qu'une hausse de 25,6% en mars (136,2 Mds ARS). L'impôt sur les bénéfices a vu ses recettes croître de 30,9% (à 79,5 Mds ARS), et les contributions à la sécurité sociale de 41,8% (à 162,6 Mds ARS) ; les recettes des droits de douane de 52,5% à 46 Mds ARS du fait de la hausse de la « taxe statistique » ayant plus que compensé la diminution des volumes importés.

Hausse de la base monétaire : +19% depuis le début du confinement.

L'Argentine est confrontée à la fermeture des marchés financiers du fait de la restructuration en cours de sa dette publique. La crise du COVID-19 a, en outre, fait plonger les recettes fiscales (cf. *supra*) et augmenté les dépenses publiques du fait de diverses opérations de soutien économique et social.

La Banque centrale a ainsi eu recours à l'émission monétaire, notamment pour financer le secteur public : les avances transitoires au Trésor ont été de 163 Mds de pesos au mois de mars (2,3 Mds EUR), pour un total de 339 Mds pesos au premier trimestre 2020 (4,8 Mds EUR). Au total, la croissance de la base monétaire a représenté 34% en mars, dont plus de la moitié destinée au financement du Trésor.

Prévisions du consensus de marché

La BCRA a publié cette semaine les résultats de son enquête mensuelle auprès d'experts du secteur économique, effectuée du 26 au 31 mars (ci-dessous valeurs médianes).

- PIB : -4,3% en 2020 (-3,1 p.p. par rapport à l'enquête précédente), +3% en 2021 (+1,3 p.p.) et +2% en 2022 (=)
- PIB en g.t. : -1,6% au T1 2020 (-1,1 p.p.), -4,9% au T2 (-4,7 p.p.) et +0,7% au T3
- Inflation en g.m. : 2,6% en mars (-0,4 p.p.), 2,8% en avril, 2,7% en mai, 2,9% en juin, 3% en juillet et août et 3,1% en septembre
- Inflation en g.a. : 40% en 2020 (=), 33% en 2021 (+2,5 p.p.) et 27,2% en 2022 (+0,1 p.p.)
- Taux de change : 83,1 ARS/USD fin décembre 2020 (+4,2 ARS/USD) et 107,7 en décembre 2021 (+10,4 ARS/USD)
- Déficit primaire : 696 Mds ARS en 2020 (+560,7 Mds), et 500 Mds en 2021

Distribution des revenus au T4 2019 : diminution des disparités en g.t., mais augmentation en g.a..

La médiane des revenus du décile le plus riche a représenté 16 fois celle des revenus des 10% les plus pauvres (contre 18 fois au T3 2019, mais 15 fois au T4 2018). Ce rapport inter-déciles atteint 21 si l'on considère les moyennes des revenus de ces catégories (contre 23 au T3, mais 20 au T4 2018).

Au T4, les 10% les plus riches ont concentré 32% des revenus, contre 1,5% pour les 10% les plus pauvres.

L'indice de Gini a représenté 0,439 au T4, soit une diminution (baisse des disparités de revenus) de 0,01 point par rapport au T3, mais une augmentation de 0,005 points depuis le T4 2018.

Industrie manufacturière : +1,2% en g.a. en février, tirée par les secteurs alimentaire et pétrolier

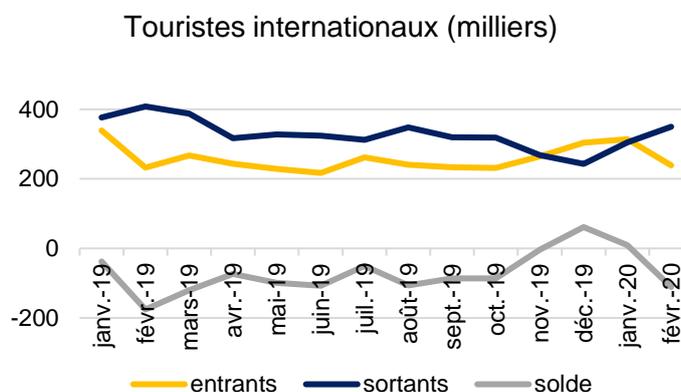
L'indice de production de l'industrie manufacturière de l'INDEC indique en février une reprise de l'activité en termes annuels désaisonnalisés : +1,2%. Ce sont l'industrie alimentaire (+4,6%) et le raffinage de pétrole (+1,9%) qui tirent cette reprise. Au contraire, le secteur de l'ameublement demeure sinistré (-14,7%), comme l'automobile (-14,5%), les équipements, appareils et instruments (-9,3%) et le textile (-8,8%).

Il s'agissait du troisième mois consécutif marquant une reprise en termes annuels désaisonnalisés, après +1,7% en décembre et +1,4% en janvier.

Tourisme international déficitaire en février, malgré la hausse des entrants et la chute du nombre de touristes sortants

Le pays a accueilli 238 778 touristes en février (+2,6% en g.a.), contre 350 044 Argentins sortis du territoire (-14,3%), soit un solde déficitaire du tourisme international de 111 266 touristes. Février est le deuxième mois des vacances d'été argentines.

Les touristes ayant visité l'Argentine en février les plus nombreux sont Européens (26,7% du total), Brésiliens (18,7%), en provenance des Etats-Unis et du Canada (15,3%) et Chiliens (11,1%). Quant aux Argentins, ils se sont rendus au Brésil (30%), aux Etats-Unis et au Canada (17,5%), et en Europe (16,6%).



Chili

COVID-19 : situation épidémiologique

Au 9 avril, 5972 cas ont été confirmés dans le pays, dont 57 décès. Des 9 décès survenus les 24 dernières heures, 7 se sont produits dans la région Métropolitaine (Santiago), qui demeure la plus touchée. Un cordon sanitaire est prévu autour de celle-ci le long du week-end de Pâques. Les mesures de confinement demeurent localisées.

Le ministre de la santé, Jaime Mañalich, a annoncé la mise en place d'un « certificat de guérison » exemptant de restrictions de circuler les patients rescapés du COVID-19. 274 personnes sont considérées comme guéries le 9 avril.

Nouvelles mesures du gouvernement pour soutenir l'économie informelle et les crédits bancaires aux entreprises

Le président Piñera a annoncé, le 08/04, un nouveau (second) plan d'urgence de soutien à l'économie avec :

- la création d'un nouveau fonds de chômage partiel (dégressif sur 6 mois avec un minimum de 70% des revenus perçus) de 2 milliards USD pour permettre le bénéfice de l'assurance chômage à 2,6 millions de travailleurs informels sans contrats de travail,
- l'octroi de la garantie de l'Etat pour des lignes de financement bancaire aux PME : le gouvernement va mettre en place de nouvelles lignes de financement pour les banques locales afin de favoriser l'octroi de crédits préférentiels aux petites et moyennes entreprises chiliennes (jusqu'à 3 fois leurs chiffres d'affaires sur 48 mois, dont 6 mois de grâce). Cette mesure permettrait la disponibilité de 24 milliards USD de crédits bancaires « COVID-19 » aux PME avec garantie de l'Etat (de 85% pour les entreprises ayant un CA annuel de moins de 850 000 USD, 70% jusqu'à un CA de 3,4 MUSD et 60% jusqu'à un CA de 34 MUSD) jusqu'au 30/09/20.

Hausse de l'inflation sur le 1^{er} trimestre 2020

Après 0,6% en janvier et 0,4% en février, l'inflation s'est élevée à 0,3% en mars, soit une hausse cumulée de 1,3% sur le 1^{er} trimestre 2020. Les principales hausses en mars concernent les produits alimentaires (0,8%), les vêtements (0,6%), la santé (0,6%) et les dépenses d'éducation (3,5%). Sur 12 mois glissants, l'inflation annuelle s'élève à 3,7%, avec des projections sur 2020 supérieures à 4%.

Le secteur aérien, le tourisme et le commerce de détail subissent l'impact de la crise du COVID-19.

Les 3 compagnies aériennes chiliennes subissent de plein fouet les effets du COVID-19. Après l'annulation de vols internationaux (90% pour Latam, la totalité pour Sky et Jetsmart) et domestiques (40% pour Latam, 50% pour Sky et 70% pour Jetsmart), les compagnies locales suspendent leurs investissements et négocient une baisse temporaire des salaires (-50% chez les 43 000 employés de Latam). Si Latam (1^{ère} compagnie latino-américaine et 14^{ème} mondiale) détenait plus de 1,5 Md USD de trésorerie et 600 MUSD de lignes de crédit disponibles, le coût du premier mois de crise s'élève à 720 MUSD auxquels s'ajoutent des coûts fixes de 580 MUSD. Le gouvernement chilien se refuse, à ce stade, à toute intervention financière chez la principale compagnie aérienne locale.

Directement impacté par la baisse du trafic aérien, le secteur du tourisme anticipe des pertes de 3,9 Mds USD (1,6 Md USD pour le tourisme international et 2,3 Mds USD pour le tourisme national). 1,9 millions de touristes étrangers sont projetés en 2020 (contre 4,5 M en 2019, en baisse de 58%).

Déjà affecté par la faiblesse de la consommation (-4,5% en 2019) et les mouvements sociaux de fin 2019, le secteur du commerce de détail a enregistré une baisse de 83% de ses ventes en mars du fait de la fermeture de 69% des locaux commerciaux (due à la mise en place des mesures sanitaires) et de la chute des importations (-18% en mars, avec la réduction de la disponibilité de produits chinois, représentant 39% des achats de biens de consommation, et de l'appréciation du dollar par rapport au peso chilien de 15% depuis le 1^{er} janvier).

Paraguay

COVID-19 : situation sanitaire et économique

Le pays compte au 9 avril 124 cas confirmés, et 5 décès.

Le confinement, partiel depuis le 10 mars et généralisé depuis le 21 mars, est pour le moment annoncé jusqu'au 12 avril et sera probablement prolongé.

L'arrivée de deux avions de fret apportant 100 tonnes de matériel médical depuis la Chine est prévu ce week-end. La cargaison inclut des masques, vêtements de protection, des lits etc.

Le secrétariat national d'urgence (SEN) a déployé le programme d'aide « Ñangareko », à destination de 330 000 familles vulnérables. Le ministère des finances a quant à lui promis une allocation à hauteur de 25% du salaire minimal, soit 548 210 PYG (77,5 EUR) à 1 500 000 travailleurs informels qui n'auraient pas bénéficié du programme.

L'Agence financière de développement a, pour sa part, annoncé 95 MUSD pour renflouer les PME sous forme de « reconversion d'opérations de crédit » dans le but de leur éviter des faillites.

Le ministre des finances, Benigno Lopez, a affirmé que si le confinement était prolongé, l'Etat pourrait annoncer un nouveau plan de soutien, qui nécessiterait de s'endetter davantage. Il estime que l'effort des autorités face à la pandémie amènerait le déficit primaire à 5% du PIB en 2020.

Le pays demeure relativement épargné : l'agence de notation Moody's, qui a maintenu la note du Paraguay (Ba1, perspective stable), table sur +0,7% pour le PIB et un déficit primaire de 4%.

Prêt de la Banque mondiale face au COVID-19 : 20 MUSD

La Banque mondiale a approuvé le 2 avril un prêt au Paraguay visant à renforcer son système de santé face à la pandémie de COVID-19, les hôpitaux s'étant trouvés sous pression avant même l'arrivée du virus dans le pays, du fait d'un nombre élevé de cas de dengue. Les fonds seront destinés aux équipements des laboratoires, à l'augmentation de nombre de lits en réanimation, à l'achat de matériel médical et l'amélioration du système des urgences et des ambulances.

Le prêt est à taux fixe, remboursable en 31 ans, et doté d'une période de grâce de 9 ans.

Inflation : 0,2% en g.m. en mars ; 2,5% en g.a.

D'après la BCP, l'IPC a augmenté de 0,2% en g.m. en mars, soit une hausse de +0,4% au total depuis le début de l'année (contre 0,7% en janvier-mars 2019). En mars, les prix de la viande (-3,7% en g.m.), des activités sportives (-2,4%) et des carburants (-2%) ont diminué. A l'inverse, les prix des fruits frais ont bondi (+14,8% en g.m.), de même que ceux des œufs (+6,2%).

En glissement annuel, l'inflation a atteint 2,5% en mars (contre 2,8% en 2019)

L'inflation sous-jacente s'est quant à elle élevée à 0,1% en g.m. mars, et 2,5% en g.a..

Effondrement des importations : -60,9% en g.a. la première semaine d'avril.

D'après les données de la direction nationale des douanes (DNA), l'importation de véhicules a chuté de 81% en g.a. en valeur du 1^{er} au 6 avril, celle de pièces de voiture de 45%. Celles de télécommunications se sont également effondrées (-83%) comme celle des carburants (-83%).

Uruguay

COVID-19 : situation et mesures sanitaires

Le pays compte au 9 avril 424 cas confirmés, dont 7 décès.

Le président Lacalle Pou a affirmé que le pays dispose de 382 lits disponibles en réanimation (sur 622 au total), et que pour que le système de santé soit saturé il faudrait que 8700 patients soient malades en même temps.

Les autorités poursuivent leur politique de tests massifs, le ministre de la santé Daniel Salinas ayant annoncé un objectif de 1000 tests par jour contre 800 à 900 à l'heure actuelle. La ville de Montevideo expérimente une désinfection des rues à l'ammonium quaternaire, bien plus rapide à éliminer les virus que l'eau de Javel (quelques secondes contre 4 à 5 minutes).

Les autorités prévoient une reprise des cours dans les écoles des zones rurales, hors départements de Montevideo et Canelones, le 22 avril. Cette reprise concernerait 13 500 personnes soit moins de 4% des élèves du pays.

Accélération de l'inflation : 1,33% en g.m. en mars ; 9,16% en g.a.

L'inflation a marqué une accélération le mois dernier, l'IPC ayant augmenté de :

- 1,33% en g.m. (contre 0,55% en mars 2019)
- 4,09% en cumulé depuis le début de l'année (contre 3,73% en janvier-mars 2019)
- 9,16% en g.a. (contre 7,78% en mars 2019)

En mars, les prix de l'alimentation (+2,19% en g.m.), des transports (+2,66%), des loisirs (+1,83%) et des biens d'équipement des ménages (+1,82%) sont ceux qui ont eu la plus forte incidence sur la hausse de l'IPC.

En glissement annuel, les prix de l'alimentation ont augmenté de 13,17%, ceux des loisirs de 12,07%, et ceux des biens d'équipement des ménages de 10,86%.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Buenos Aires (adresser les demandes à buenosaires@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Directeur de la publication : Laurent Charpin
Service économique régional de Buenos Aires
Ambassade de France en Argentine

Adresse : Av. del Libertador 498 - Piso 17 C1001 ABR
Buenos Aires

Rédigé par : Maria Roubtsova, Marc Legouy

Revu par : Bruno Ménat, Laurent Charpin

Version du 9 avril 2020